



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 485 – 31 mars 2023

❖ Régional

Près de 70 M EUR de la BOAD pour le financement de 10 projets dans l'UEMOA

Le 28 mars 2023, le Conseil d'administration de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) [a approuvé](#) des financements partiels à hauteur de 368,9 M EUR en faveur de 10 opérations dans l'UEMOA. Ainsi, au Burkina Faso, le groupe Vista Holding SA bénéficiera d'un prêt de 38,1 M EUR. Le Niger et le Sénégal recevront respectivement 24,4 M EUR et 16,8 M EUR pour le Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel. Encore au Sénégal, l'aménagement de voiries et réseaux divers et la construction d'infrastructures pour la zone économique spéciale de Diass bénéficieront d'un financement de 45,7 M EUR. La Guinée-Bissau recevra une enveloppe de 38,1 M EUR pour le Projet d'Urgence de Renforcement de la résilience des acteurs du secteur agricole et une autre de 22,9 M EUR pour l'aménagement de voies urbaines et d'ouvrages d'assainissement dans la ville de Bissau. En outre, la société Energie du Mali recevra 68,6 M EUR afin d'apurer sa dette envers ses fournisseurs stratégiques. Enfin, en Côte d'Ivoire : (i) une garantie partielle (22,9 M EUR) pour une facilité bancaire a été accordée à la Compagnie ivoirienne d'électricité ; (ii) 30,5 M EUR seront octroyés pour la construction du réseau d'évacuation associé à deux centrales thermiques et (iii) 61 M EUR pour la construction de logements sociaux à Abidjan.

LE CHIFFRE À RETENIR

3,7%

Le taux de croissance du Mali en 2022
selon le FMI

UEMOA : Création d'une organisation des interprofessions de la filière coton

A l'issue de son Assemblée générale constitutive tenue le 21 mars 2023, l'Organisation régionale des interprofessions de coton des Etats membres de l'UEMOA (ORIC-UEMOA) [a été créée](#). Celle-ci a pour ambition de : (i) améliorer la productivité des filières coton de l'espace UEMOA ; (ii) de soutenir le développement et la promotion du coton produit dans la sous-région sur le marché international et (iii) contribuer au développement de la transformation locale. Pour rappel, l'UEMOA produit annuellement plus de 2M de tonnes de coton graines et n'en transforme que près de 2%. La région est classée au 5^e rang à l'échelle mondiale des exportations cotonnières et concentre 76% de la production cotonnière de l'Afrique subsaharienne.

100 M USD des Etats-Unis pour prévenir les conflits en Afrique de l'Ouest

Le 27 mars 2023, la Vice-présidente américaine [a annoncé](#), lors d'une conférence de presse tenue à Accra, l'octroi d'un soutien financier de 100 M USD au Bénin, à la Côte d'Ivoire, à la

Guinée, au Togo et au Ghana dans le cadre de la prévention des conflits et de la promotion de la stabilité dans le Golfe de Guinée. La collaboration des Etats-Unis avec les pays côtiers vise à faire face aux menaces régionales d'extrémisme violent et d'instabilité sur la côte ouest de l'Afrique. Selon le communiqué, les États-Unis soutiennent l'approche holistique combinant sécurité, développement et consolidation de la paix adoptée par les 5 pays.

📍 Bénin

Fitch maintient la note du pays à "B+"

Le 24 mars 2023, l'agence de notation Fitch Ratings [a maintenu](#) la note à long terme en devise du Bénin à "B+", avec une perspective stable. Selon l'agence, cette note reflète en grande partie : (i) une croissance forte, estimée à 6,5% en moyenne sur la période 2023-2024 et (ii) un ratio dette publique/PIB modéré (54,1%) qui devrait rester inférieur à ses pairs. Elle souligne également la performance du pays en matière d'inflation, particulièrement basse, à +1,4% en 2022, contre +7,4% dans la zone UEMOA. En 2023 et 2024, cette inflation devrait rester faible, respectivement à +1,9% et +1,4%. En outre, les recettes fiscales se sont élevées à un niveau au-delà des objectifs en 2022 (12,2 % du PIB), mais restent très faibles, tandis que le déficit budgétaire devrait baisser graduellement à 4,5% du PIB en 2023 et 3,2% en 2024, après 5,5% en 2022. Enfin, l'agence souligne l'intensification de la menace terroriste, surtout aux frontières avec le Burkina Faso et le Niger, mais estime que celle-ci reste à ce stade limitée.

130 M USD de la BM pour l'extension des filets sociaux et la gestion des forêts

Le 24 mars 2023, la Banque mondiale (BM) a annoncé deux accords : l'un pour renforcer le système de protection sociale (100 M USD) et l'autre pour améliorer la gestion durable des forêts (30 M USD). Pour le [premier](#), il s'agit d'un soutien au gouvernement dans le cadre de son programme de filet de protection sociale

productif (FPSP), visant à étendre les filets sociaux et à améliorer la capacité du programme à soutenir les ménages pauvres en cas de chocs. Au moins 150 000 personnes, soit 61% des ménages extrêmement pauvres, bénéficieront de ce programme jusqu'à fin 2027. Le [second](#) financement est un appui additionnel au "Projet forêts classées au Bénin", qui vise à restaurer 22 000 ha de forêt, tout en assurant une gestion intégrée des forêts classées ciblées pour accroître l'accès des principales villes au bois de chauffe produit de manière durable, et renforcer les chaînes de valeur des produits forestiers pour les communautés rurales.

📍 Burkina Faso

Le FMI approuve un financement d'urgence alimentaire de 80,8 M USD

Dans [un communiqué](#) publié le 27 mars 2023, le Conseil d'administration du FMI a annoncé l'approbation d'un prêt de 80,7 M USD (60,2 M DTS, soit 50% de la quote-part) au titre du guichet choc alimentaire de la Facilité de crédit rapide (FCR) en faveur du Burkina Faso. Pour rappel, ce financement d'urgence vise à aider le pays à répondre aux besoins urgents de sa balance des paiements et à atténuer l'impact du choc alimentaire sur les plus vulnérables (environ 16% de la population serait en situation d'insécurité alimentaire aiguë). Le pays fait face à de graves difficultés économiques avec un déficit budgétaire qui a atteint 10,2% du PIB et une croissance qui a ralenti à 2,5% en 2022.

18 M EUR du Fonds minier de développement local prélevés pour soutenir l'effort de guerre

Le 23 mars 2023, le comité de répartition du Fonds minier de développement local (FMDL) [s'est réuni](#) pour les travaux de répartition des ressources collectées au titre du 2^{ème} semestre 2022 qui se chiffrent à 25,4 Mds FCFA (38,8 M EUR). Pour soutenir l'effort de guerre, 12 Mds FCFA (18,4 M EUR) ont été attribués au Fonds de soutien patriotique. Le reste de

l'enveloppe sera réparti entre les 13 régions et 351 communes du pays. Pour rappel, le FMDL vise à permettre aux communautés locales de bénéficier des retombées de l'exploitation minière. Il est alimenté par les contributions de l'Etat (20% des redevances minières) et des exploitants miniers et de carrières (1% du chiffre d'affaires).

Lancement officiel des activités de Wittti Finances

Le 21 mars 2023, a eu lieu le [lancement](#) officiel des activités de Wittti Finances au Burkina Faso, en présence de représentants du Ministère chargé de l'Economie. Wittti Finances, qui a démarré ses activités en Côte d'Ivoire et a ouvert une première agence à Ouagadougou en décembre 2022, est un groupe panafricain dont le principal objectif est d'offrir des produits et services financiers, plus particulièrement aux PME qui représentent 90% du tissu économique burkinabè. Selon son Directeur général, Wittti Finances dispose d'un portefeuille clientèle de plus de 1 000 comptes et a déjà injecté plus de 2 Mds FCFA (3 M EUR) de crédits dans l'économie burkinabè ; l'institution projette de porter ce chiffre à 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) en 2023.

📍 Cap-Vert

L'activité touristique a connu un fort rebond en 2022

Selon les données publiées par l'Institut national de la statistique (INE), les établissements hôteliers [ont accueilli](#) environ de 835 945 clients en 2022, soit environ 5 fois l'effectif enregistré en 2021. Ces touristes venaient principalement du Royaume-Uni (30,9%), d'Allemagne (11,5%) et du Portugal (10,5%). Enfin, l'île de Sal a accueilli le plus grand nombre de visiteurs en 2022 avec 61,8% du total des entrées, suivie de Boa Vista avec 21% des entrées.

Les réserves internationales nettes ont augmenté de 5,8% en 2022

Selon un rapport statistique de la Banque centrale du Cap-Vert, les réserves internationales nettes [sont passées](#) de 65,6 Mds CVE (595,2 M EUR) en 2021 à 69 Mds CVE (625,7 M EUR) en 2022, soit une hausse de 5,8% sur la période. Ce volume de réserves est considéré "confortable" par la Banque centrale car permettant de couvrir 6,6 mois d'importation de biens et services à fin 2022.

📍 Côte d'Ivoire

Lancement des certificats phytosanitaires électroniques

Le 23 mars 2023, le gouvernement ivoirien [a procédé](#) au lancement officiel des certificats phytosanitaires électroniques (ePhyto) pour les exportations de végétaux et produits végétaux. Ainsi, à compter du 3 mai 2023, la Côte d'Ivoire passera officiellement à la délivrance des ePhytos, à partir de la plateforme en ligne du Guichet Unique du Commerce extérieur de la Côte d'Ivoire (GUCE-CI). L'ePhyto devrait favoriser un gain de temps (et d'argent) pour les acteurs du secteur privé et renforcer l'efficacité des services phytosanitaires.

La dette fournisseur de l'Etat pour l'exercice 2022 apurée à près de 71%

Le 28 mars 2023, le Secrétariat exécutif du Comité de Concertation État/Secteur (SE-CCESP) [a annoncé](#) que le montant global des paiements effectués par l'Etat au titre de la dette des fournisseurs pour la gestion 2022 s'élève, au 31 janvier 2023, à 1175,1 Mds FCFA (1,8 Md EUR), sur un montant total de prise en charge de 1613,2 Mds FCFA (2,5 Mds EUR), soit un taux d'apurement de 71,4%. Dans le détail, les règlements de l'Etat central s'établissent à 808,3 Mds FCFA (1,2 Md EUR) ; 173,1 Mds FCFA (263,9 M EUR) pour les collectivités territoriales et 193,7 Mds FCFA (295,3 M EUR) au titre des établissements publics nationaux.

📍 Gambie

Accord au niveau des services du FMI au titre de la 6^{ème} revue du programme FEC

Le 24 mars 2023, les services du FMI [ont annoncé](#) avoir trouvé un accord avec le gouvernement gambien dans le cadre de la 6^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), qui devrait permettre, après approbation par le Conseil d'administration, un décaissement de 5 M DTS (6,7 M USD). Les performances dans le cadre du programme ont été jugées globalement satisfaisantes, malgré les nombreux chocs qui ont affecté l'économie. Par ailleurs, le FMI estime la croissance de l'économie à 4,4% en 2022, malgré une forte reprise du secteur touristique et un secteur de la construction robuste. Elle devrait se relever à 5,6% en 2023 et à 6,3% en 2024. Selon le communiqué, le gouvernement est déterminé à maintenir la discipline budgétaire et la Banque centrale s'est engagée à suivre de près l'inflation (établie à 13,6% en février 2023), et à durcir, si nécessaire, de nouveau sa politique monétaire, tout en préservant la reprise économique.

📍 Guinée-Bissau

Connexion au premier câble à fibre optique internationale

Le 28 mars 2023, la Guinée-Bissau [a finalisé](#) sa connexion au premier câble sous-marin à fibre optique internationale, l'Africa Coast to Europe (ACE). Prochainement, un réseau interne de distribution sera construit pour favoriser l'accès aux données dans tout le pays. Pour rappel, ce projet avait démarré en 2017, suite à un accord entre le gouvernement et les opérateurs mobiles Orange et MTN. En 5 ans, l'Etat a investi 31,5 M USD, obtenus grâce à un financement de la Banque mondiale et les deux opérateurs ont contribué chacun à hauteur de 8 M USD.

📍 Guinée

L'exportation du poisson interdite

Dans un communiqué conjoint, le Ministère de la pêche et de l'économie maritime et le Ministère du commerce, de l'industrie et des PME [ont annoncé](#) l'interdiction d'exportation du poisson sous toutes ses formes à compter du 27 mars jusqu'au 22 avril 2023. L'interdiction ne concerne pas toutefois certains produits halieutiques tels que les poulpes, les seiches, les calamars et les crevettes. Cette mesure viserait à améliorer la disponibilité du poisson afin de soutenir les ménages durant la période du Ramadan.

📍 Mali

Le FMI estime le taux de croissance à 3,7% en 2022

Dans [un communiqué](#) publié le 24 mars 2023, les services du FMI ont annoncé avoir achevé les consultations au titre de l'article IV avec le Mali. Ainsi, en dépit des graves problèmes de sécurité et de précarité alimentaire, le taux de croissance s'est établi à 3,7% en 2022 et devrait atteindre plus de 5% en 2023 et 2024, grâce à une robuste production agricole et aurifère. Ces prévisions sont basées sur la tenue d'élections en 2024, car devant permettre de mobiliser à nouveau des appuis budgétaires extérieurs et attirer les investissements étrangers. Elles sont toutefois soumises à de nombreux risques baissiers parmi lesquels : (i) la dégradation de la situation sécuritaire ; (ii) des retards potentiels dans la tenue des élections ; (iii) la volatilité des prix internationaux des matières premières ; (iv) le resserrement des conditions financières mondiales ; (v) les risques liés au climat. D'autre part, le FMI estime le déficit budgétaire juste en dessous de 5% du PIB pour l'exercice 2022 en raison de la hausse des dépenses de sécurité, de la masse salariale et du service de la dette.

❖ Mauritanie

Réforme de la zone Franche de Nouadhibou

Lors du Conseil des ministres du 29 mars 2023, le gouvernement [a approuvé](#) un projet de loi abrogeant et remplaçant la loi de 2013 portant sur la création de la zone franche de Nouadhibou. La nouvelle loi vise à orienter les activités au sein de la zone franche vers l'exportation et à la dédier aux produits manufacturés. En outre, elle comporte plusieurs révisions, dont celle du régime fiscal afin que la zone franche demeure attractive.

5 M EUR du FIDA pour la résilience des populations rurales

Dans un communiqué du 27 mars 2023, le Fonds international de Développement agricole (FIDA) [a annoncé](#) la signature d'un accord de prêt de 5 M EUR avec la Mauritanie dans le cadre du Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID 19, conflits et changements climatiques. Cette enveloppe bénéficiera à 45 750 personnes comprenant des petits producteurs et des éleveurs vulnérables ainsi qu'à des tranches de la population marginalisées. En outre, ce projet permettra de : (i) faciliter l'accès à des semences traditionnelles pour la culture du sorgho, du mil et du maïs ; (ii) de réhabiliter des marchés et des infrastructures routières et (iii) de construire des unités de stockage de la production. Enfin, le programme se concentrera dans 5 communes des départements de Kobenni et Djiguenni.

❖ Niger

Lancement du programme de coopération 2023-2027 avec l'UNICEF

Le 24 mars 2023, le Représentant de l'UNICEF au Niger [a présenté](#) le nouveau programme de coopération de son institution avec le Niger pour la période 2023-2027. Ce programme est en ligne avec le Plan de Développement Economique et

Social (PDES) 2022-2026 du Niger, qui s'articule autour de trois axes stratégiques à savoir : (i) le développement du capital humain, l'inclusion et la solidarité ; (ii) la consolidation de la gouvernance, de la paix et de la solidarité ; (iii) la transformation structurelle de l'économie. Doté d'un budget de 223,6 Mds FCFA (359,8 M EUR) sur 5 ans, dont deux tiers restent à mobiliser, il ambitionne de favoriser un développement durable et résilient, le renforcement des capacités de gouvernance, mais également la production et l'utilisation d'informations fiables afin d'améliorer le ciblage des activités.

Le pays bientôt autosuffisant en ciment

Le 22 mars 2023, la Ministre de l'Industrie et de l'Entrepreneuriat des Jeunes [a visité](#) à Badaguirichi (région de Tahoua) la cimenterie en construction de la société China Africa Building Materiel NIG afin d'évaluer l'état d'avancement des travaux. Ce projet, qui représente un investissement de 259 Mds FCFA (394,8 M EUR), vise à réaliser un complexe industriel "moderne, économique et soucieux de l'environnement", d'une capacité totale de 6 000 t/jour à terme. La première phase du projet devrait s'achever en mai prochain avec une ligne de production de 3000 t/jour. Avec cette cimenterie et celle de MCC de Malbaza, le Niger produira bientôt 1,6 M tonnes de ciment par an, pour une consommation annuelle de 1,2 M tonnes. A noter que le projet, qui a démarré en octobre 2021, emploie 419 nigériens et 300 expatriés chinois et fait appel à des sous-traitants locaux, notamment pour la fourniture de gypse.

❖ Sénégal

La France, 1^{er} bailleur bilatéral du pays

A l'occasion de revue conjointe du cadre de partenariat entre l'Etat du Sénégal et l'Agence française de développement (AFD), tenue le 23 mars 2023, le ministère de l'Economie, du plan et de la coopération [a indiqué](#) que la contribution globale de la France sur la période 2019-2023 était estimée à 1,5 Md EUR, ce qui fait d'elle le 1^{er}

bailleur bilatéral du pays. Ce partenariat entre les deux pays couvre des domaines prioritaires de l'agenda de l'Equipe France tels que la santé, l'éducation, la formation professionnelle, les infrastructures de base, l'eau, l'électricité, ou l'accès au numérique. Pour les années à venir, le gouvernement sénégalais confirme vouloir poursuivre son partenariat avec l'AFD en se concentrant en priorité sur le financement de la réponse aux principaux défis sociaux.

Les recettes budgétaires augmentent de 11,5% en g.a. en janvier 2023

Selon la Direction générale de la planification et des politiques économiques (DGPPE), les ressources budgétaires (hors dons en capital) se sont établies à 220 Mds FCFA (335,4 M EUR) en janvier 2023, soit une hausse de 11,5% en glissement annuel (g.a.). Cette évolution peut être attribuée principalement à l'augmentation des recettes fiscales (+8,2% en g.a.) qui s'établissent à 200,5 Mds FCFA (305,7 M EUR) en janvier. Du côté des dépenses publiques, elles enregistrent une importante progression de 32,8% en g.a. en janvier 2023 pour s'établir à 534,8 Mds FCFA (815,3 M EUR). Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des transferts et subventions (+65,2% en g.a. à 100,1 Mds FCFA ; 152,6 M EUR), de la masse salariale (+39,4% en g.a. à 106,6 Mds FCFA ; 162,5 M EUR) et des intérêts sur la dette publique (+36,3% en g.a. à 43,1 Mds FCFA ; 65,7 M EUR).

Sierra Leone

Inflation à +42,7% en g.a. en février 2023

Selon l'institut chargé des statistiques, l'inflation s'est élevée à +42,7% en glissement annuel (g.a.) en février 2023, contre +38,5 en g.a. en janvier. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des prix des denrées alimentaires et des boissons sans alcool (+50,2% en g.a.), des transports (+43,5% en g.a.), des restaurants et hôtels (+54,5% en g.a.) et des mobiliers, équipements et entretiens ménagers (+50,8% en g.a.). En outre, les régions les plus impactées ont été le nord-ouest (+51,7% en g.a.) et le sud (+46,6% en g.a.).

Togo

Renforcement de la coopération avec la Corée du Sud

Du 22 au 25 mars 2023, le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'extérieur s'est rendu en Corée du Sud dans le cadre d'une visite de travail. A cette occasion, les deux parties ont convenu de : (i) approfondir leur coopération dans des secteurs prioritaires tels l'agriculture, la santé, l'éducation ou encore les énergies renouvelables ; (ii) entamer des discussions en vue de la signature d'un accord sur la non double imposition et d'un accord sur la promotion et la protection réciproque des investissements ; (iii) l'organisation à Séoul d'un forum économique Togo-Corée afin de présenter les opportunités économiques togolaises au secteur privé coréen.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international